Burundi: l'Église catholique donne de la voix et appelle au dialogue

Jeune Afrique, 13/12/2013 Burundi : pouvoir et opposition priés de s'entendre Par Tshitenge Lubabu M.K. L'opposition accuse le président Nkurunziza de vouloir modifier la Constitution sans concertation pour briguer un nouveau mandat en 2015. Inquiète pour la concorde civile, l'Église catholique appelle au dialogue. À dix-huit mois des scrutins communaux, législatifs et présidentiel, l'opposition et la société civile accusent le gouvernement de vouloir réviser la Constitution pour rechercher un large consensus. Pierre Nkurunziza, l'actuel chef de l'État, dont le second mandat s'achève en 2010, pourra se représenter. Mais, dans son camp, on estime que son élection de 2005 s'étant déroulée au suffrage indirect, son seul mandat de 2010, au suffrage universel direct, doit être pris en compte. L'idée de modifier la Constitution a donc germé.

Mais cette étape n'est pas encore franchie que, déjà, on assiste à une levée de boucliers entre le pouvoir d'un côté et les partis de l'opposition et la société civile de l'autre. "Le gouvernement veut procéder à un 'remplacement' de la Constitution sans tenir compte de l'avis des autres formations politiques. Il a envoyé deux projets au Parlement. On s'achemine vers une extension du mandat du chef de l'État. Et si Nkurunziza ne pouvait se représenter, un poste de Premier ministre doté de tous les pouvoirs présidentiels lui serait réservé", explique un politologue de l'université du Burundi. Cavalier seul L'Église catholique, à travers la Conférence des évêques du Burundi, a aussi donné de la voix en publiant un communiqué le 6 décembre. Pour les évêques, "une Constitution qui serait adoptée sans dialogue ni consensus risquerait de compromettre [le] processus de paix et de réconciliation". Au Parlement, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) pourrait toutefois décider de faire cavalier seul. Encore lui faudra-t-il trouver les quatre voix de majorité qui lui manquent. L'actuelle Constitution date de 2000. Fondée sur un partage du pouvoir entre les ethnies, elle est le fruit de médiations menées d'abord par Julius Nyerere, l'ancien président tanzanien, puis par les Sud-Africains Nelson Mandela et Jacob Zuma. Elle avait parachevé la paix des braves, après une terrible guerre civile, qui, entre 1993 et 2000, a fait plus de 300 000 morts.